

#BILAN BLANQUER

ÉPISODE 3 :

CRISE SANITAIRE : UNE GESTION CALAMITEUSE



Le SNUipp-FSU, syndicat majoritaire dans les écoles, a décidé d'analyser le bilan du Ministre Blanquer à la tête du ministère de l'Éducation Nationale depuis 2017.

La crise sanitaire a bouleversé l'école. Les nombreuses contaminations comme les multiples changements d'organisation du travail ont été source d'épuisement professionnel.

Le ministre n'a pas pris la mesure du ras-le-bol que les collègues ont massivement exprimé le 13 janvier.

La farce numérique du distanciel

« Notre dispositif est prêt, je l'ai testé moi-même. Il peut y avoir sept millions de connexions en même temps » déclare le ministre Blanquer juste avant le premier confinement en mars 2020. Tous·tes les enseignant·es sont là pour témoigner du contraire et dénoncer les mensonges : ça n'a pas marché !

Le ministre a fait croire aux parents d'élèves que le dispositif en ligne « Ma classe à la maison » assurait la continuité pédagogique alors qu'il n'a permis, dans le meilleur des cas, qu'une continuité scolaire a minima. L'outil développé par le CNED n'est peut-être pas en cause intrinsèquement car ce dispositif d'enseignement à distance pourrait sans aucun doute être intéressant pour des élèves déscolarisés pour un temps donné.

La problématique première a été de résorber – quand cela était possible – la « fracture numérique », puisque le dispositif nécessitait un équipement informatique et une bonne connexion internet, premiers facteurs dans l'inégalité d'accès aux ressources.

Mais comme tout travail réalisé à la maison, les activités du dispositif en ligne nécessitaient aussi un encadrement pour guider l'élève, une aide à la lecture des activités pro-

posées, un espace de travail propice à la concentration, très difficile dans les logements les plus modestes.

Très rapidement, les parents se sont rendu compte que ce dispositif ne pourrait pas se substituer à l'expertise pédagogique d'un·e professionnel·le, balayant l'idée reçue selon laquelle n'importe qui pourrait enseigner.

Pour garder un lien avec leurs élèves, **les enseignant·es se sont vu proposer des « classes virtuelles », mais l'impréparation à l'utilisation de cet outil et la fracture numérique ont fait obstacle à leur exploitation régulière.**

La morale de cette « farce numérique » est simple : l'enseignement doit rester de la responsabilité des enseignant·es en présentiel et au sein d'un service public d'éducation qui donne le même accès à toutes et tous.

Des conditions de travail profondément dégradées

La dégradation des conditions de travail s'est accélérée avec la crise sanitaire. En instaurant **des protocoles sanitaires déconnectés de la réalité**, le ministère ajoute des charges de travail à la limite de l'ingérable. Le manque d'équipement en matériels de protection et de

prévention (masques chirurgicaux, FFP2, capteurs de CO2 ...) démontre, une fois de plus, le mépris du ministre.

Niveau mépris, les enseignant-es ont été servis ! Il fut un temps, en mars 2020, où la porte-parole du gouvernement, en pleine saison de la cueillette des fraises, déclarait qu'ils et elles ne travaillaient pas ! Pourtant, dès le début de cette crise, les enseignant-es se sont adapté-es, ont assuré la continuité du service en assurant le lien scolaire à distance et en gardant le contact avec les élèves et leur famille, sans aucune formation préalable et avec leurs moyens et outils personnels.

Alors que **le covid-19 n'est pas considéré comme maladie professionnelle pour les personnels de l'Éducation** et que la FSU a dû sans cesse batailler pour exiger l'abrogation du jour de carence auprès de la ministre de la Fonction Publique.

De plus, les injonctions ministérielles ne faiblissent pas malgré la crise sanitaire : formations pédagogiques imposées, rédaction des projets d'école dans le respect du calendrier... **Les injonctions permanentes, le contrôle des heures et les évaluations récurrentes mettent la pression sur les équipes et les épuisent.** Mais le ministre n'écoute pas, ni n'entend et préfère s'adresser aux médias à sensation plutôt qu'aux personnels.

Nombre de personnels ne trouvent plus de sens à leur métier et déplorent un manque d'écoute, de compréhension et de reconnaissance de la part de la hiérarchie. La politique conduite par le ministre a durablement abîmé le lien avec les personnels.

Une gestion en crise

JM Blanquer attache plus d'importance à sa communication au service de sa propre image qu'au bon fonctionnement de l'École. Pendant la crise sanitaire, il a pris soin d'occuper les chaînes d'info en continu, en distillant des informations souvent contredites par le Président ou le Premier ministre. Ces **déclarations intempestives, en dehors des canaux de communication internes**, ont généré des difficultés de fonctionnement. Les enseignant-es et non enseignant-es ont dû sans cesse s'adapter et répondre, dans la mesure du possible, aux sollicitations nombreuses des usager-es, informé-es par voie de presse.

Outre le manque de respect pour les personnels, le ministre a mis sciemment en difficulté son administration et ses personnels qu'il a contribué à décrédibiliser.

Sa gestion de la crise sanitaire a montré une incompétence flagrante et une méconnaissance de l'Institution qu'il dirige. Pendant deux ans, il a multiplié les injonctions contradictoires et la diffusion d'un protocole évolutif sans aucune anticipation. Combien de fois les personnels ont appris la veille, voire après la reprise, les nouvelles préconisations sanitaires ? Combien de fois la FAQ a été modifiée sur un même sujet en l'espace de quelques heures ? Le retour en classe en janvier 2022 est un cas d'école : un protocole ministériel annoncé dans un article du Parisien le 2 janvier, puis deux jours plus tard d'un changement de règle concernant les cas contacts intrafamiliaux pour aboutir à un nouveau protocole le 6 janvier, mentionnant notamment le nécessaire accueil des enfants des personnels soignants ! Comme si cela ne suffisait pas, le premier ministre annonçait le 10 janvier la publication d'un quatrième protocole en moins de 10 jours ! Et ce, alors que la forte contagiosité du variant omicron était connue depuis début décembre 2021.

Ordres, contre-ordres, désordre aboutiront à l'appel à la grève du 13 janvier initié par le SNUipp-FSU auquel se sont ralliées les autres organisations syndicales.

Un manque criant de moyens

Le ministère n'a pas pris la mesure des problématiques **révélées par la crise sanitaire. Les conditions de la rentrée 2021, comme celles de 2022, évaluent la réalité en tournant le dos aux difficultés que rencontre l'école.** Balayée l'absence de continuité scolaire faute de remplaçant-es, gommées les conséquences d'une scolarisation intermittente à cause du virus, évaporés les besoins spécifiques des élèves... Le ministre n'a qu'une obsession : l'école ouverte et derrière ça, laisse penser que tout s'y passe merveilleusement.

Or, de nombreuses fermetures de classes trouvent leur origine dans **l'incapacité de l'institution à assurer la continuité du service, faute de moyens suffisants.** Si la situation extraordinaire génère des tensions, il ne faut pas oublier que celles-ci n'ont pas débuté avec le covid et que les absences non remplacées et la répartition des élèves dans les autres classes étaient déjà monnaie courante.

La course engagée dans le **recrutement d'enseignant-es contractuel-les**, allant jusqu'à embaucher à bac+2, voire à rappeler de « *jeunes retraité-es* », illustre une gestion de crise fondée sur l'urgence et le provisoire. Aux recrutements pérennes de reçu-es au concours sur listes complémentaires sont préférés des recrutements sur contrats sans formation. **Il aura fallu la mobilisation historique du 13 janvier 2022 pour imposer le recours à la liste complémentaire, pourtant demandé par le SNUipp-FSU depuis l'été 2021.**

Le constat met aussi en évidence des **carences sur la protection des élèves et des personnels**. Après deux ans de crise sanitaire, les demandes remontées au ministère restent les mêmes, soit parce qu'elles n'ont jamais abouti, soit parce qu'elles l'ont été partiellement. Le covid a révélé l'existence d'écoles vétustes, manquant de sanitaires, de points d'eau ou de renouvellement d'air. Le ministère a renvoyé aux collectivités la responsabilité des capteurs de CO2 ou purificateurs d'air. Mais cela ne le dégage en rien de ses propres responsabilités comme celle de ne pas avoir fourni d'équipements de protection optimum aux personnels (masques chirurgicaux ou FFP2) ou de ne pas avoir mené campagne pour favoriser l'accès de toutes et tous au dépistage et à une vaccination prioritaire.

Une boussole scientifique enrayée

Le ministère a fait le choix de placer la gestion de la crise sanitaire sous le sceau des **recommandations scientifiques et médicales**. Une façon d'asseoir ses décisions en leur donnant une légitimité venant de l'extérieur et en leur conférant un caractère indiscutable.

Pourtant des divergences ont été palpables dès le début de la crise sanitaire quand le ministère a été pris de court sur la décision de fermer les écoles. Comme leur réouverture progressive décidée sans tenir compte de l'avis du Conseil scientifique qui la jugeait précipitée en l'absence de garanties sanitaires.

Dès lors, l'École est entrée dans une phase d'affrontements sur la réalité scientifique de l'épidémie, avec un ministre niant la contamination dans les écoles et choisissant partiellement et partiellement les recommandations et avis sur lesquels s'appuyer pour gérer « sa » crise sanitaire. La valse des protocoles, comme l'actualisation permanente de la FaQ, en témoignent : quand le gouvernement prend des mesures toujours plus restric-

tives pour l'ensemble de la société, la boussole est à l'alègement dans l'Éducation nationale.

La réalité de la circulation du virus dans les écoles a été sous-estimée, voire niée par le ministère qui s'est aligné sur la thèse de la non contamination des enfants. Certaines alertes scientifiques et médicales, comme les données épidémiologiques, auraient pourtant dû entraîner une vigilance sur le rôle de l'école dans l'épidémie.

En guise de réponse, le ministère s'est appuyé sur une version édulcorée de la réalité, reposant sur des mensonges et des omissions. En faisant de "l'école ouverte" un dogme, il a volontairement fermé le débat d'une école sécurisée. L'opération transparence des points de situation hebdomadaires n'aura jamais convaincu sur les choix opérés pour assurer la protection des élèves et des personnels : des recensements de cas positifs largement en-deçà des données publiées par les autorités sanitaires, des campagnes de dépistage qui n'ont jamais décollé... **De quoi douter de la capacité du ministère à franchir le cap de la crise sanitaire !**

Dans un contexte marqué par la circulation d'un variant plus contagieux, le SNUipp-FSU continue d'exiger des mesures immédiates dans les écoles :

- des campagnes massives et régulières de tests salivaires,***
- un équipement en détecteurs de CO2 et en purificateurs d'air,***
- des équipements individuels (masques chirurgicaux, masques FFP2, autotests...),***
- le recrutement d'enseignant-es à la hauteur des besoins, notamment de remplacement pour assurer la continuité des classes.***

Après deux années épuisantes, pour "réparer" l'école, un collectif budgétaire est indispensable.